Un «printemps ouest Africain»? après Bamako, Conakry et Abidjan sur le qui-vive [Par Alpha Boubacar Baldé]

écrit par GuineePolitique© | 21 août 2020

Point de vue

Frantz FANON disait : « Chaque génération doit, dans une relative opacité, trouver sa mission, la remplir ou la trahir »

Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, nos grands-parents et arrières grands-parents qui participèrent à la guerre dans les bataillons de tirailleurs Sénégalais, prirent conscience de la nécessité de libérer les peuples Africains. Cette prise de conscience de leur situation de peuples colonisés fut consécutive à leur participation à la 2nd guerre. Aux côtés des Français qui cherchaient à se libérer du joug Allemand, ils réalisèrent soudain leur propre situation.

A leur retour dans leurs pays respectifs, ils vont à travers leurs témoignages auprès de leurs enfants (nos parents) donner naissance à la génération qui permettra aux pays Africains d'accéder à l'indépendance.

La mission de cette génération là (celle de nos parents), était de nous faire accéder à l'indépendance. Elle n'a pas failli à sa mission. Des 1958, la population des rivières du sud oppose un retentissant « NON » au Général De Gaulle lors du référendum d'autodétermination du 28 septembre 1958. Les rivières du sud deviennent le 2 octobre 1958, la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée. Non content du « NON » qui lui est opposé, la France du Général De Gaulle, fera de la Guinée un exemple pour dissuader les autres colonies Françaises de faire le même choix. Il faudra deux années supplémentaires en 1960, pour voir les autres colonies Francophones accéder à l'Indépendance dans des conditions moins rocambolesques sans froisser la France.

Sous la Présidence d'Ahmed Sekou TOURÉ (Héros & Tyran) La Guinée qui n'a plus aucune relation avec l'ancien colon opte pour le communisme en se rapprochant de l'axe Russie, Chine, Cuba et Corée. Nous connaissons tous plus ou moins bien l'histoire de notre pays malgré les fossoyeurs et ceux là qui veulent réécrire l'histoire. Il est vrai que : « Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse ne peuvent que chanter la gloire du chasseur » Proverbe Africain.

> ***Aujourd'hui, 62 ans après notre indépendance, quelle est la mission de notre génération ?***
>
> ***Selon moi, le rôle de notre génération est d'ancrer la démocratie dans notre pays, nous décomplexer vis à vis de l'Occident et d'amorcer des projets de développement au bénéfice de notre population.***

Alors que la jeunesse ouest Africain aspire à des alternances

et à la démocratie, de vieux chefs d'état arrivés tardivement au pouvoir se livrent à des changements de constitution pour seul et unique but de briguer d'ultimes mandats.

- C'est le cas en Côte d'Ivoire et en Guinée ou ADO & AC après deux mandats constitutionnels sont sur les starting-blocks pour briguer d'ultimes mandats ;
- Tentative de changement constitutionnel avortée au Mali grâce au vaillant peuple Malien qui a finalement réussi à faire démissionner le pouvoir corrompu d'IBK qui malgré le plébiscite pour son second mandat s'est éloigné des préoccupations des Maliens ;
- Un changement constitutionnel également au Sénégal dont le peuple doit être vigilant, malgré la tradition démocratique et une société civile plus structurée et alerte.

Pour en revenir à l'événement du 18 mars au Mali, j'espère qu'il s'agit là de l'amorce du printemps vertueux ouest-Africain. Bravo au peuple Malien, à sa société civile et son armée qui ont prouvé que nul, pas même un chef d'état (souvent idolâtré dans nos pays Africains), n'est plus important que l'avenir de la nation. Une armée Malienne républicaine et au service de sa population à prit ses responsabilités devant l'histoire.

En Guinée, malgré les manifestants monstres du FNDC dont le but était d'empêcher le changement de la constitution de 2010. L'armée s'est rangée du côté d'un Dictateur, qui tant bien que mal continu à dérouler son agenda pour briguer un ultime troisième mandat et peut être un quatrième connaissant sa boulimie du pouvoir. Elle a failli a sa mission. Suite au REFERENDRAME de mars 2020, nous sommes aujourd'hui dans un imbroglio Politico-juridico-Social qui rend indispensable une transition. Oui d'aucuns diront que ce n'est pas démocratique, mais j'appelle de mes vœux à une transition dont nous ne pouvons pas faire l'économie dans notre pays.

- Nous n’avons pas de constitution (elle a fait l’objet d’un faux lors de sa promulgation et elle vient de faire l’objet d’une suspension partielle par une cour constitutionnelle aux ordres) ;
- Notre Assemblée Nationale comporte des députés élus avec 1000 voix ce qui ne leur confère aucune légitimité pour légiférer au nom d’une population d’au moins 12 millions de Guinéens ;
- La cour constitutionnelle est totalement décrédibilisée par ses décisions qui n’ont aucun précédent dans l’histoire mondiale du Droit constitutionnel ;
- La CENI et son fichier électoral qui inclut 2,5 millions d’électeurs fictifs n’offrent aucune crédibilité à une consultation électorale sur cette base. Ne parlons même pas des mineurs enrôlés dans les fiefs du RPG qui rend impossible toute alternance.

L’armée s’est rangée du côté d’un Dictateur, qui tant bien que mal continu à dérouler son agenda pour briguer un ultime troisième mandat et peut être un quatrième connaissant sa boulimie du pouvoir. Elle a failli a sa mission.

Malgré donc la mobilisation du peuple martyr de Guinée aux appels du FNDC depuis le 14 octobre 2019, l’armée s’est érigée en un obstacle pour empêcher la chute de l’administration la plus corrompue depuis notre accession à l’Indépendance en 1958. Pour preuve les nombreux scandales de détournement de deniers publics :

- 120 millions de USD disparus sur les 700 millions reçus de Rio Tinto en 2010 directement imputable au PRAC ;
- 51 millions de USD détournés à l’ARPT par deux employés ;
- Le scandale de l’OPG impliquant le sieur PMD ;

- Les 3 milliards de USD qui auraient été investis dans l'électricité pour quels résultats.
- Les fonds investis pour la réfection de nos routes et voiries urbaines qui ne résistent pas aux saisons hivernales.

Chez nous en Guinée, notre armée et nos FDS ne sont pas Républicaines. Elles sont promptes à faire des coups d'état contre des cadavres et à se bomber le torse. Ce fut le cas en 1984 et en 2009. Voilà de quoi elles sont capables. Elles sont spécialistes des violences vis à vis de leur population sur laquelle elles tirent sans retenue, elles s'introduisent dans les domiciles privés des populations pour renverser des marmites et proférer des injures à caractère ethnique, elles excellent dans l'intimidation, les arrestations arbitraires, extra-judiciaires, la torture et la déportation (Camp de Soronkoni où sont arbitrairement détenus des ressortissants de la Guinée Forestière en dehors de tout cadre légal). Des généraux corrompus avec des milliards qu'ils ne redistribuent pas à la troupe (militaires de rang). Une troupe instrumentalisée pour violenter la population afin maintenir un Président octogénaire sénile et peureux au pouvoir en violation de ses serments.

> ***Aujourd'hui, elles (armée et FDS) constituent le seul rempart qui protège cette administration aux abois. Une administration, qui affame le peuple pour ensuite lui jeter des miettes à travers ce qu'ils appellent ANIES.***

Cette agence gouvernementale qui au lieu de promouvoir l'autonomie des populations promeut la dépendance de celles-ci via des dotations de riz et huile. Une pratique socialo-communiste dépassée d'un Président dont le cerveau est resté bloqué à l'époque de la Guerre froide. Une administration responsable aurait fait le choix de rendre autonome sa population au lieu de la rendre dépendante. CONFICIUS disait « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que

de lui donner un poisson ». Comprendras qui pourra ! Il existe des administrations dans lesquelles, les cerveaux des responsables sont réfractaires au développement. Le PRAC et son administration souffrent de cette pathologie.

Le peuple ouest Africain et sa jeunesse sont en marche pour l'instauration de démocraties durables dans nos pays. La Guinée ne doit pas faire exception à ce mouvement.

Nos parents et grands-parents ont gagné le combat de l'indépendance, à nous de gagner celui de l'instauration de la démocratie dans nos pays et de l'émancipation de nos États de la dépendance vis à vis de l'occident. Nous ne voulons plus de « nègre de maison » à la tête de nos États. Cette époque est révolue.

Nous le devons à nos enfants. A chacun de jouer sa partition y compris l'armée et les FDS qui sont partie intégrante du peuple brimé et martyrisé de Guinée.

Marcus GARVEY disait « Il est possible que nous ne vivions pas tous la réalité d'un empire (État) africain si fort, si puissant qu'il imposerait le respect à l'humanité, mais nous pouvons cependant durant notre vie travailler et œuvrer à faire de ce projet une réalité pour une autre génération ». Faisons cet effort pour nos enfants. L'état étant une continuité ils parachèverons notre projet.

Ceci est notre mission !

Faisons-en sorte de pouvoir regarder droit dans les yeux nos enfants au moment de leur passer le témoin.

Alpha Bakar Le Kaizer
Un citoyen concerné

** **L'auteur avait proposé le titre :** Le printemps politique ouest Africain en marche (MALI – GUINÉE – CÔTE D'IVOIRE)*

Mali: IBK contraint à la démission, les militaires mutins appellent à une transition civile

écrit par GuineePolitique© | 21 août 2020

Afrique

Au Mali, tôt ce mercredi 19 août au matin, les militaires mutins ont appelé à une **transition politique civile** conduisant à des élections et annoncé la création d'un Comité national pour le salut du peuple. Les militaires au pouvoir ont affirmé par ailleurs que tous les accords internationaux seront respectés.

Lire la suite ici

Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi sa **démission** et la dissolution du Parlement suite à son arrestation plus tôt dans la journée par des soldats mutins.

Lire la suite ici

Liens des articles RFI / Liens vidéos TV5 et igfmsn

Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président

écrit par GuineePolitique© | 21 août 2020

Échos d'Afrique

Le rassemblement, organisé par une nouvelle coalition regroupant un large pan de l'opposition politique, a dénoncé la « gouvernance chaotique » d'Ibrahim Boubacar Keïta.

Les Maliens sont descendus par milliers sur la place de l'indépendance au centre de Bamako, ce vendredi 5 juin. Au son des sifflets, des vuvuzelas et d'une fanfare, les manifestants ont repris en chœur les slogans scandés par un speaker perché sur une estrade : *« IBK démission ! IBK dégage ! »*.

Cette injonction, adressée au président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), a été formulée à l'initiative d'une nouvelle coalition qui regroupe un large pan de l'opposition politique du pays, de l'influent imam Mahmoud Dicko et son mouvement religieux le CMAS, au militant anticorruption

Clément Dembélé porté par le mouvement de la société civile Espoir Mali Koura (EMK), en passant par le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD).

Dans la déclaration finale de ce *« rassemblement des forces patriotiques du Mali »*, les organisateurs reprochent au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2013 et réélu pour un second mandat en 2018, une *« gouvernance chaotique »* qui menace de *« précipiter notre pays dans l'impasse »*. Le cahier des doléances est épais et couvre presque tout le champ du pouvoir régalien : *« gestion catastrophique de la crise multidimensionnelle au Mali ; atteinte à l'intégrité du territoire ; détérioration sans précédent des services sociaux ; paupérisation croissante des populations laborieuses ; gabegie financière ; corruption… ».*

---

une « gouvernance chaotique » qui menace de « précipiter notre pays dans l'impasse ».

« Personne n'a reçu de masque »

Dans la foule, les pancartes visibles reprennent certaines de ces critiques et en ajoutent d'autres, exigeant *« la libération de tous les prisonniers politiques »*, *« plus d'argent pour l'éducation »* ou *« la fin du coronavirus »*. *« Il gère le pays avec son fils, sa femme et son clan,* tonne Madi Diarra, le pas rapide et le t-shirt ample. *Le problème, c'est que cette caste ne connaît pas les réalités du pays, ils ne subissent pas la crise comme nous. »* Le manifestant assure pourtant avoir voté deux fois pour IBK, aux présidentielles de 2013 et de 2018 ainsi que pour son parti aux législatives d'avril. Décision qu'il regrette amèrement : *« Aujourd'hui, il*

n'écoute même plus son propre camp. »

En milieu d'après-midi, on comptait environ 20 000 manifestants dont presque aucun ne portait de masque, malgré la pandémie de Covid-19 qui a contaminé 1 461 personnes et en a tué 85 dans le pays. *« On ne devrait pas être là, parce qu'il y a le corona,* lance Diawara Issaka*. Le président avait promis un masque à chaque Malien mais personne ici n'en a reçu, c'est un menteur. Donc on vient ici pour contester ce mensonge comme tous les autres. »* Un petit groupe se forme autour de lui, acquiesçant : *« On en a marre. Nous, chefs de famille, ça fait trois mois qu'on n'a pas de salaire. »*

> ***Le président avait promis un masque à chaque Malien mais personne ici n'en a reçu, c'est un menteur.***

Invité à démissionner vendredi à 18 heures

Sur l'estrade, les représentants du rassemblement se succèdent au podium. Le plus acclamé est Mahmoud Dicko, leader politico-religieux tenant d'un salafisme quiétiste, ancien proche du président, désormais opposant énergique, connu pour sa capacité de mobilisation et ses coups d'éclat. En mars, ses fidèles bloquaient le tribunal de grande instance de la commune V de Bamako où l'imam était convoqué.

Sous pression, le gouvernement retirait la plainte visant des propos tenus lors d'une manifestation. L'autre leader du rassemblement, Clément Dembélé, a connu un autre sort. Le 9 mai, il s'est fait enlever en pleine rue par la direction générale de la sécurité de l'Etat, puis interrogé pendant

quinze jours dans des conditions extrajudiciaires, sur une suspicion de complot contre le président.

« Cette manifestation est un droit constitutionnel, appuie Clément Dembélé*. Il faut montrer au régime l'exaspération du peuple malien. L'insécurité a doublé, il y a des combats quotidiens au nord et dans le centre, plus de 250 milliards sont détournés par la corruption, il n'y a plus d'opportunité de travail et cela pousse les Maliens à émigrer. Nous ne pouvons plus attendre 2023 et la fin du mandat du président, il doit partir maintenant. »*

Les organisateurs appelaient IBK à démissionner au plus tard ce vendredi à 18 heures, sinon *« le peuple souverain en tirera toutes les conséquences »*, précise la déclaration finale du rassemblement. La colline de Koulouba où se trouve le palais présidentiel est évidemment restée silencieuse à cet appel. A la faveur d'un lourd orage, la place de l'indépendance s'est calmement vidée. La pluie cinglante a douché les cris de colère, même ceux des manifestants les plus motivés.

Cet article est republié à partir de lemonde.fr. Lire l'original ici

---